

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

T O U R D ' H O R I Z O N

DISTRIBUE AUX MEMBRES DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES ETRANGERES DU CONSEIL NATIONAL
(28 avril 1975)

ET DU CONSEIL DES ETATS

(2 mai 1975)

Aucun foyer nouveau de tension n'est venu s'allumer sur la scène internationale au cours des deux ou trois derniers mois, aucune nouvelle crise majeure ne s'est produite, les dirigeants des principales Puissances ont, sans nouvel à coup, conservé leur pouvoir, bref - la débâcle vietnamienne mise à part - les affaires du monde ont en apparence maintenu leur vitesse de croisière.

Et pourtant, le sentiment diffus se dégage un peu partout et pas seulement parmi les alliés des Etats-Unis, que les assises de la situation internationale ont été plus ou moins ébranlées. Des événements, qui d'abord n'avaient semblé que des péripéties, ont en fait joué le rôle de catalyseur. C'est ainsi que l'échec de la dernière mission Kissinger au Proche-Orient a suscité des doutes sur l'aptitude de la diplomatie de Washington à parvenir seule à un règlement du conflit israélo-arabe, tandis que la retraite du Vietnam mettait en cause la crédibilité même de l'engagement américain. C'est dans cette perspective qu'il convient dès lors de passer en revue les principaux théâtres d'actualité, en essayant chaque fois de mesurer les retombées des derniers événements sur la situation d'ensemble et plus spécialement sur l'équilibre, de nature instable, qui existe entre les grandes Puissances.

- 2 -

I

La dernière mission du Dr. Kissinger au Proche-Orient avait provoqué un effet de "suspense", dans les deux sens de ce mot : toutes les autres procédures de règlement du conflit (conférence de Genève, notamment) se trouvaient suspendues dans l'attente de ses résultats, tandis que l'attention des observateurs était tenue en haleine par le côté acrobatique des méthodes du Secrétaire d'Etat.

Pourtant, les avertissements n'avaient pas manqué, soulignant l'étroitesse de la marge de manoeuvre du chef de la diplomatie américaine. Ces mises en garde développaient notamment les arguments suivants :

- a) à la différence des précédentes opérations de désengagement, la dernière négociation ne portait plus seulement sur des aspects territoriaux, mais touchaient à des problèmes hautement politiques, comme par exemple l'état de belligérance entre l'Egypte et Israël, dont la solution anticipée risquerait de préjuger du règlement final, en dissociant de surcroît Le Caire de ses partenaires arabes. D'où les hésitations du Président Sadate à s'engager trop avant dans les concessions d'ordre politique qui lui étaient demandées;

- 3 -

b) "mutatis mutandis", des réticences se faisaient également jour en Israël, encore renforcées par la fragilité de la constellation ministérielle au pouvoir. Des voix autorisées, comme celle de l'ancien ministre des affaires étrangères Abba Eban, insistaient en outre pour que l'Etat hébreu ne se dessaisît pas prématurément d'atouts tels que les champs pétrolifères ou les cols stratégiques du Sinai, mais qu'il les garde au contraire comme monnaie d'échange en vue de la Conférence de la paix;

c) Enfin et surtout, il était jugé regrettable, ici et là, que la mission Kissinger continuât à apparaître - nonobstant quelques consultations épisodiques avec M. Gromyko - comme une opération unilatérale de la diplomatie américaine. Or, nous l'avons maintes fois souligné, c'est une illusion d'attendre de l'URSS qu'elle se résigne à voir son influence battue en brèche dans un secteur politiquement, économiquement et stratégiquement aussi important que le Proche-Orient et au surplus proche de son périmètre défensif. Ainsi était-il quasi inévitable qu'à un stade donné du processus engagé par le Secrétaire d'Etat américain, le Kremlin s'emploierait, par Syriens ou Palestiniens interposés, à bloquer une négociation à laquelle il s'estimait insuffisamment associé. Le Président Sadate, quant à lui, même s'il a pris des risques certains en entrant dans le jeu de M. Kissinger, ne pouvait aller jusqu'à la rupture avec ses frères d'armes arabes, plus sensibles à l'influence soviétique.

- 4 -

Cependant, même si les chances de succès de sa dernière mission n'avaient pas été jugées considérables, la soudaineté de l'échec essuyé par M. Kissinger a causé un effet de choc. En plus des considérations énumérées ci-dessus, d'autres éléments sont peut-être entrés en ligne de compte. Le facteur personnel ne saurait être négligé et notamment l'épuisement nerveux du négociateur américain après quinze jours de navettes ininterrompues d'une capitale à l'autre, où les dirigeants n'étaient visiblement ni très désireux, ni peut-être en mesure de trop s'aventurer hors des positions où ils s'étaient retranchés.

Quoi qu'il en soit, ce sont avant tout des motivations de haute politique qui ont été finalement déterminantes. A cet égard, de l'aveu même des intéressés, les événements d'Indochine ont pesé sur l'esprit des dirigeants israéliens au moment précis où M. Kissinger faisait miroiter à leurs yeux les avantages d'un nouvel engagement américain en contre-partie des concessions territoriales qu'il leur réclamait. Voici un exemple-type de l'effet négatif que peut exercer sur un conflit donné le phénomène de globalisation dont j'ai déjà eu l'occasion de vous dire qu'il constituait l'une des caractéristiques majeures de la situation mondiale d'aujourd'hui.

Dès l'annonce de l'échec de la dernière mission Kissinger, tous les regards, sinon les derniers espoirs, se sont portés sur une reprise des travaux de la Conférence de Genève. Sa réussite dépend maintenant en partie du bon vouloir de l'URSS. En ce sens, l'insuccès de la politique des "petits pas" consacre la rentrée en scène de la Russie sur le théâtre du Proche-Orient. Aussi, l'attention s'est-elle tournée vers

- 5 -

Moscou pour^{en} scruter les réactions. Les échos recueillis ont été jusqu'ici parcimonieux, prudents et même embarrassés, comme si l'événement avait pris de court les dirigeants soviétiques et dérangé leurs prévisions et le calendrier qu'ils s'étaient fixé. Il se peut aussi que le Kremlin considère qu'au Moyen-Orient comme ailleurs l'évolution des choses lui a déjà permis d'encaisser des dividendes substantiels presque sans mise de fonds et qu'ainsi son intérêt bien compris lui commande de demeurer dans une expectative si profitable. D'où sans doute la modération apparente qui caractérise l'attitude actuelle de Moscou.

Mais, il se peut aussi que les chances d'une médiation américaine, préalable à un accord ultérieur entre l'Égypte et Israël, n'aient pas été totalement épuisées, comme on l'avait tout d'abord supposé. On fait état en effet de consultations diplomatiques en cours entre Washington, le Caire et Jérusalem, destinées notamment à aplanir la voie vers une reprise, jugée inévitable, des travaux de Genève. Cela ne signifie pas pour autant que les difficultés auxquelles s'est heurtée jusqu'ici la convocation de la conférence aient été éliminées. Tant s'en faut, si l'on pense en particulier au problème palestinien. Israël continue en effet à refuser de s'asseoir à la même table qu'une délégation de l'OLP, qu'en revanche le Sommet de Rabat, puis l'Assemblée générale des Nations Unies ont, comme on le sait, reconnu en qualité de seul représentant légitime du peuple palestinien. Pour éviter que la Conférence en question ne bute aussi d'entrée de cause sur cet obstacle formel, diverses formules transactionnelles ont été tour à tour envisagées :

- 6 -

- a) les porte-parole de l'OLP pourraient être incorporés au sein d'une délégation arabe homogène ou, à défaut, compris dans une mission ad hoc de la Ligue Arabe (dont l'organisation palestinienne est membre à part entière);
- b) siégeant à un premier stade, au niveau des experts civils et militaires, la Conférence pourrait comporter une délégation conjointe syro-palestinienne, facilitée par l'instauration récente d'un commandement unifié coiffant les deux armées;
- c) La délégation palestinienne pourrait rester absente de Genève, du moins durant la phase initiale des travaux.

Bien qu'aucune de ces solutions n'ait rencontré jusqu'ici l'assentiment des amis de M. Yasser Arafat, les tractations se poursuivent entre les capitales intéressées pour permettre que la "réunion de la dernière chance" puisse au moins s'ouvrir sans se trouver aussitôt dans l'impasse.

La diplomatie américaine s'efforce de renouer les fils de la négociation Kissinger, d'une part, en tablant sur l'intérêt bien compris du Président Sadate, ainsi que des dirigeants israéliens, à ne pas compromettre davantage l'influence des Etats-Unis, d'autre part, en exerçant, notamment sur Israël, des pressions militaires et économiques appropriées. Mais le succès de cet effort de rattrapage dépendra en définitive de la force de persuasion de l'équipe Ford-Rockefeller-Kissinger, aux prises avec un Congrès dressé dans la défense de ses prérogatives constitutionnelles et face à une opinion publique accaparée par les difficultés intérieures, encore mal remise de la crise du Watergate et traumatisée enfin par la tragédie du Vietnam. (Voir sous IV).

- 7 -

II

SITUATION DANS LE SUD-EST ASIATIQUE

Les victoires remportées par le Nord-Vietnam sur Saigon, et, parallèlement, l'installation des Khmers rouges à Pnom Penh, modifie l'équilibre dans la Péninsule Indochinoise au profit de Hanoi. Désormais, la République démocratique, dotée d'un appareil militaire considérable, est en mesure d'étendre son influence sur toute la région. Il n'a jamais fait de doute, en effet, que Hanoi contrôle non seulement l'armée du GRP, mais également les forces royales cambodgiennes.

Dans les deux pays, les problèmes qui se posent désormais aux vainqueurs sont les mêmes : il s'agira en effet pour eux de consolider leur emprise, et d'assurer l'approvisionnement et le redémarrage d'une économie durement touchée par la guerre. Ces tâches vont donc absorber toutes les énergies du gouvernement de Hanoi et le détourner vraisemblablement d'entreprendre toute nouvelle action militaire dans d'autres territoires de la Péninsule. Cependant, il existe des foyers d'agitation en Thaïlande et en Malaisie. On ne peut exclure que la guérilla sporadique qui se déroule dans ces pays ne reprenne avec une intensité accrue.

- 8 -

Les conséquences de la victoire de Hanoi ne sont pas sensibles seulement au niveau régional. Elles affectent plus ou moins directement les grandes Puissances du fameux triangle USA-URSS-Chine. Il est difficile de dire avec exactitude quelle influence chacun de ces Etats exerce sur Hanoi et les nouveaux dirigeants de Phnom Penh. Ce qui est vrai, c'est que le Nord-Vietnam a su habilement jouer du conflit sino-soviétique pour se faire octroyer des fournitures en vivres et surtout en matériel militaire, tant de la part de Pékin que de Moscou. On pense d'une façon générale que le Politburo de Hanoi est plus ouvert aux thèses de Moscou qu'à celles de Pékin; mais on ne peut dire qu'il se soit engagé décisivement en faveur de l'un ou l'autre camp. En revanche, l'influence chinoise sur les Khmers rouges est plus visible. Cependant, les dirigeants de ces mouvements révolutionnaires victorieux sont autant nationalistes que communistes. Et ce n'est pas faire preuve de témérité excessive que de penser qu'à l'avenir, la Péninsule Indochinoise mènera une politique plus ou moins neutraliste, et qu'elle se tiendra autant que possible à l'écart des rivalités qui divisent les Super-Puissances.

C'est en tout cas cette constatation qui avait amené le gouvernement des Etats-Unis à préparer son retrait de la Péninsule Indochinoise. Il s'était engagé dans la guerre sur la base d'une doctrine définie par le Président Truman

- 9 -

et développées par John Foster Dulles et John Kennedy. Il s'agissait de faire pièce, dans toutes les régions du globe, à l'engagement mondial de l'Union Soviétique et du communisme international, considéré comme un monolithe. Depuis qu'est apparu le conflit sino-soviétique, et ses prolongements non seulement territoriaux et politiques, mais également idéologiques, Washington a fini par admettre le caractère nationaliste du combat des peuples d'Indochine; les Etats-Unis ont estimé que leur intérêt national n'exigeait plus l'"endiguement" du communisme dans cette portion du monde; ils ont donc renoncé à la coloration idéologique qui teintait leur engagement, et ils ont commencé à redéfinir leur politique asiatique. En proclamant, en 1969, la doctrine de Guam, le Président Nixon tirait la leçon des réalités asiatiques; il proclamait la volonté américaine d'aider les pays qui souhaitaient s'aider eux-mêmes, mais il annonçait que désormais, les Etats-Unis n'interviendraient plus en lieu et place des principaux intéressés. Les accords de Paris apparaissent comme la première concrétisation de cette nouvelle politique américaine.

Croire pour autant que les Etats-Unis se désintéressent désormais de ce qui se passe en Asie serait méconnaître l'importance fondamentale que revêt pour ce pays sa façade sur le Pacifique. Mais les Etats-Unis estiment pouvoir mieux défendre leurs intérêts stratégiques en se repliant du territoire continental sur les îles qui le bordent (Philippines, Indonésie, Japon). Ils ont commencé à sillonner systématiquement l'Océan Indien de leur flotte et à se doter d'une série de bases et de points de renforts sur tout le pourtour des mers asiatiques; de cette manière ils entendent préserver à la fois leur accès aux matières premières et leurs possibilités d'intervention militaire.

- 10 -

Quant à la Chine, sa préoccupation prioritaire est d'éviter l'encerclement de la part de l'Union Soviétique. Engageant des contacts et nouant des relations diplomatiques avec la plupart des Etats de la région, la Chine essaie de se doter d'un réseau d'amitiés qui lui permette de desserrer l'étreinte soviétique. Dans ce but, Pékin a d'ailleurs eu la sagesse de renoncer à toute prétention sur les nombreuses communautés chinoises de la Péninsule, ce qui a facilité le rapprochement avec des pays aussi divers que la Malaisie, Singapour ou même maintenant, la Thaïlande.

Pour sa part, l'Union Soviétique cherche à imposer à l'Asie un système de sécurité collective qui lui permettrait d'isoler la Chine. Paradoxalement les événements de ces dernières semaines rendront sans doute plus compliquée la tâche de réunir une conférence sur la sécurité et la coopération en Asie, idée chère à M. Brejnev. A cette fin on peut prévoir que Moscou cherchera à consolider son influence sur Hanoi et à la renforcer sur Phnom Penh. Mais ni l'Union Soviétique, ni la Chine n'avaient souhaité en fait un départ aussi rapide des troupes américaines de la région, car ces deux pays ont tout à redouter d'un vide qui pourrait soit bénéficier à leur adversaire, soit augmenter les risques de tensions en les laissant face à face.

Enfin, la leçon des événements de l'Asie du Sud-Est n'est certainement pas perdue pour les autres pays de cette région du monde. Le Japon lui-même va se livrer à une "révision déchirante" : bien que le Traité de sécurité qui le lie aux Etats-Unis soit encore la base de sa politique étrangère, il serait étonnant que Tokyo ne se pose pas aussi de questions sur la volonté américaine d'engagement à ses côtés. Dans la passe

- 11 -

difficile que traverse la politique intérieure de ce pays, dont la coalition au pouvoir est de plus en plus divisée, l'opportunité d'une plus grande autonomie de la défense du Japon ne manquera pas de se poser avec une urgence croissante. Mais l'endroit où les événements d'Indochine peuvent avoir les répercussions les plus immédiates, c'est peut-être la Corée, où le Président Park a dû suivre au plus près l'attitude américaine au Vietnam à la lueur de la débâcle de Saïgon. On a d'ailleurs relevé un durcissement des relations entre la Corée du Nord et la Corée du Sud.

- 12 -

III

Une autre voie de communication impériale des Etats-Unis se trouve également menacée, à savoir la ligne méditerranéenne. A son extrémité orientale, le conflit israélo-arabe entretient, comme on vient de le voir, une menace permanente d'explosion. Plus au nord, la crise de Chypre, toujours en suspens, continue à troubler non seulement les relations entre Ankara et Athènes, mais aussi à empoisonner les rapports entre ces deux capitales et les USA. C'est tout le flanc sud-oriental de l'OTAN qui se trouve ainsi menacé de dislocation. L'affaire cyprïote produit de plus un effet perturbateur en Turquie même et plus encore en Grèce, où elle compromet les efforts de M. Caramanlis pour y rétablir le libre fonctionnement de la démocratie.

Mais, ce qui confère toute sa gravité au conflit cyprïote c'est sa position géographique : point névralgique s'il en est, entre le Proche-Orient et les Balkans.

Cette péninsule, jadis la poudrière de l'Europe, connaît depuis trente ans un calme trompeur. Tout porte à croire en effet que, si Staline et ses successeurs ont dû momentanément se résigner au schisme titiste, le Kremlin n'a

- 13 -

pas pour autant retranché la Yougoslavie de sa zone potentielle d'influence en Europe. Tant que le Maréchal octogénaire tiendra les rênes du pouvoir, Belgrade continuera à bénéficier d'une indépendance en viager. Mais sa succession constituera à coup sûr une échéance redoutable, en raison notamment du caractère hétérogène, pour ne pas dire composite de ce pays : l'histoire, l'ethnie, la religion, sans parler du développement économique très inégal d'une région à l'autre, y entretiennent des forces centrifuges qui n'ont pas toutes été éliminées par plus d'un demi siècle de vie commune.

Cela dit, il me semblerait téméraire et assez vain de vouloir spéculer dès à présent sur les différentes hypothèses que pourrait soulever la disparition du Maréchal Tito : il n'est pas facile de dire comment se présentera, à ce moment-là, la situation de la Yougoslavie, celle de l'Europe et celle du monde. Mais, une chose est certaine : s'agissant d'un pays placé à la jointure des deux blocs oriental et occidental, entre la Méditerranée et l'Europe centrale et à qui son régime auto-gestionnaire original, joint à une politique résolue de non engagement, a acquis de nombreuses sympathies de la part du Tiers-Monde, une intervention étrangère - on devine laquelle - dans ses affaires intérieures aurait un retentissement considérable et affecterait les rapports Est-Ouest et tout d'abord la détente en Europe, sinon la paix mondiale - c'est le moins qu'on puisse dire.

La crise qui secoue le front méditerranéen de l'OTAN ne touche pas seulement les régions intermédiaires, les prétendues zones grises : elle ébranle aussi son bastion le plus occidental (géographiquement parlant) : les événements qui se déroulent depuis un an au Portugal ont marqué, en effet, un

- 14 -

glissement ininterrompu vers la gauche, puis l'extrême gauche. A telles enseignes que le parti socialiste, qui joua un rôle très actif dans l'avènement du nouveau régime, est aujourd'hui réduit à la défensive face aux incessants empiètements du parti communiste et du mouvement des forces armées, lui-même fortement orienté vers l'extrême-gauche.

La situation économique déplorable du pays au revenu national le plus faible d'Europe occidentale, l'absence de maturité politique de la population, dont près de la moitié est illettrée et n'a jamais connu de véritable expérience démocratique, bien plus, qui a été littéralement chloroformée par plus de quarante années de dictature salazariste, expliquent certes une si déplorable évolution mais il serait vain de se dissimuler qu'elle fait peser de graves menaces sur les libertés politiques fondamentales du peuple portugais.

Quelle que soit au demeurant l'issue finale de la lutte engagée pour le pouvoir à Lisbonne et qui pourrait en fin de compte laisser le PC et le MFA seuls face à face, ce n'est pas un effet du hasard si les courants communiste et gauchiste trouvent une audience si favorable au Portugal : le sous-développement économique, des inégalités sociales criantes, l'analphabétisme politique ont de tout temps constitué, répétons-le, le terrain le plus propice à la propagation des idéologies extrémistes.

A cet égard la situation au Portugal est très différente de celle qui prévaut en Italie et, a fortiori, en France.

- 15 -

Dans la Péninsule on enregistre une relative atténuation de la crise économique, tandis que le calme plat subsiste sur le plan politique : majorité gouvernementale disparate, tiraillée entre des partis rivaux, eux-mêmes déchirés par des dissensions intestines persistantes. Toutefois, derrière cet immobilisme de façade se dessine une évolution qui pèsera sur l'avenir de la jeune république italienne : les puissantes centrales syndicales jouent un rôle de plus en plus important dans la vie sociale du pays, au point qu'on pourrait presque parler d'un système de co-gestion au plan macro-économique. Il est clair que le parti communiste, qui contrôle l'influente CGIL, facilite et accélère par ce biais son introduction au sein de l'"establishment" politique italien.

A la différence de son homologue portugais le PCI attache visiblement un grand prix à acquérir un certificat de respectabilité démocratique. C'est ainsi qu'à l'occasion il prend ses distances, du moins en parole, vis-à-vis de certains agissements du Kremlin. On se souvient en effet qu'il avait, en son temps, condamné plus nettement que tout autre "parti frère", l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie que, soit dit en passant, le leader portugais Alvaro Cunhal avait approuvée sans la moindre réserve. Tous les efforts des amis de M. Enrico Berlinguer en vue de conclure un "compromis historique" avec les démocraties chrétiennes vont dans cette direction.

L'attitude des communistes français se situe grosso modo à mi-chemin entre la souplesse italienne et l'activisme portugais. Le PCF - qui lui s'est rarement distancé de Moscou - vient en effet de durcir sa position en engageant une polémique fort âpre avec la personne et le parti de M. François Mitterrand,

- 16 -

sans craindre, ce faisant, de révéler au grand jour les dissensions de la gauche. On peut d'ailleurs se demander si les amis de M. Georges Marchais ne souhaiteraient pas se retremper dans le bain de rigueur idéologique, même au risque de s'isoler des autres formations politiques.

La grande question est dès lors de savoir si ces diverses attitudes, ici souples et insinuanes, là pures et dures, ne doivent pas être inscrites dans le cadre d'une nouvelle stratégie d'ensemble des partis communistes d'Europe Occidentale inspirée, sinon dirigée, par Moscou. Il est difficile de formuler dès maintenant une réponse nette à cette grave interrogation. Nous devons en attendant nous limiter aux brèves remarques suivantes :

- a) le degré de "docilité" des PC envers l'Union Soviétique a toujours varié d'un pays à l'autre;
- b) chacun de ces partis développe la tactique qui est jugée la mieux adaptée aux circonstances locales;
- c) cela dit, si l'on dresse le bilan de la situation en Europe Occidentale et notamment sur la frange méditerranéenne, force est bien de constater qu'en dépit - ou à cause ? - des différences de méthodes suivies d'un pays à l'autre, l'influence ou du moins le poids des PC est en hausse générale.

- 17 -

IV

Même si, par hypothèse, les divers mouvements opérés par les principaux partis communistes d'Europe Occidentale n'étaient pas la conséquence directe d'une orchestration agencée à Moscou, ils ne sont pas moins susceptibles de se répercuter sur les rapports Est-Ouest, dans la mesure où ils affectent la sécurité du flanc méridional de l'OTAN. C'est d'ailleurs pour cette raison que certains gouvernements de l'Ouest, dont celui de Bonn, ont attiré l'attention de Moscou sur les effets néfastes que des événements comme ceux du Portugal pourraient avoir sur l'avenir de la détente en Europe. Selon certaines sources, l'appel aurait été apparemment entendu au Kremlin, lequel aurait adressé des conseils (ou des consignes) de modération à M. Cunhal...

Ce qui paraît sûr, c'est que les craquements qui se sont récemment produits aux deux extrémités de la ligne de défense méridionale de l'Europe Occidentale - ajoutés à la débâcle indochinoise et aux atteintes qu'elle a infligées à la crédibilité de l'engagement *de par le monde - ont, comme je l'ai déjà dit au sujet du Proche-Orient, surpris les dirigeants soviétiques par leur soudaineté et leur ampleur. Ici encore, leurs calculs, marqués jusqu'ici du sceau de la prudence, risquent de s'en trouver bousculés.

*américain.

- 18 -

Mais ils sont, d'autre part, bien conscients que les traumatismes infligés à Washington et, plus encore, la nécessité pour l'administration Ford de rassurer ses alliés en désarroi pourraient fort bien provoquer de la part des USA des chocs en retour dangereux pour l'avenir de la détente. Quoi qu'il en soit, cette évolution prend visiblement de court l'équipe Brejnev, qui avait misé sur les avantages d'ordre économique et technologique qu'elle escomptait retirer dans l'immédiat de la coopération avec l'Ouest. Les choses sont allées trop vite à son gré et l'on serait presque tenté de dire familièrement qu'aux yeux de Moscou "la mariée est trop belle".

Cela dit, il serait aussi risqué qu'inopportun de grossir outre mesure et de dramatiser les répercussions des derniers événements sur l'orientation de la politique étrangère américaine. Jusqu'ici les dommages causés sont essentiellement d'ordre psychologique. C'est vrai, et c'est cela surtout qui en fait le danger, qu'ils se produisent dans un climat très malsain : le chômage, l'inflation, la baisse du dollar, sans oublier l'affaire du Watergate ont engendré Outre-Atlantique une crise de confiance majeure, qui a eu pour effet de perturber durablement les rapports entre la Maison-Blanche et le Capitole.

Ce n'est toutefois pas faire preuve d'un optimisme irraisonné que d'espérer cependant que l'Amérique, dont la faculté de redressement ne doit jamais être oubliée, saura en définitive opérer un choix parmi les nombreux engagements qu'elle a souscrits durant les années 50 et 60, entre les positions effectivement défendables et celles qui ne le sont pas. C'est d'ailleurs cet aspect, essentiel, du problème qui se trouve au centre de la réévaluation d'ensemble de la politique extérieure des Etats-Unis à laquelle se sont attachées les sphères

res dirigeantes (administration et leaders du Congrès) de Washington. Il est urgent d'attendre les résultats de ce réexamen en cours, en évitant surtout d'ici là de jeter le manche après la cognée.

La crise américaine serait à tous égards moins lourde de conséquences si elle n'avait pas en même temps révélé au grand jour ce qu'il faut bien appeler une carence, une véritable démission de l'Europe. Certes, les alliés des Etats-Unis sur le vieux continent, trop habitués depuis 25 ans à s'en remettre aux USA du soin de leur défense, viennent de prendre brusquement conscience de la précarité de leur situation, mais, et c'est cela qui est fâcheux, sans pour autant réagir d'une façon positive et cohérente. Quant aux Neuf, leur concertation sur le plan politique se trouve comme paralysée dans l'attente du choix britannique. Cette hypothèque une fois levée - dans un sens ou dans l'autre - la Communauté aura-t-elle ou non le sursaut nécessaire - qui peut le dire ? Ce sera en tout cas le test décisif, non seulement de sa vigueur, mais de sa capacité de survie. L'autre terme de cette alternative, qui nous intéresse directement, risquerait d'être en fin de compte, de résignation en abandon, de repli sur soi-même en fuite dispersée, l'inévitable "finlandisation" de toute l'Europe.

V

Je dirais en conclusion que les chances qui demeurent ouvertes à notre continent sont, à condition qu'il sache les saisir à temps, à la mesure des risques encourus. Sans méconnaître du tout les dangers réels que la situation présente fait courir à la paix du monde, je crois néanmoins que dans l'immédiat, le plus grand des périls est celui d'une retraite des Etats-Unis dans une forteresse Amérique que seul protégerait encore l'équilibre incertain de la terreur, sans cesse à la merci d'une percée technologique ou d'un accident de parcours.

C'est bien pourquoi tout doit être entrepris, également sur le plan économique et financier, qui nous concerne plus directement, pour ne pas renforcer les courants isolationnistes qui ont toujours été à l'oeuvre aux Etats-Unis. Un tel effort exige réflexion, patience et modération. Notre influence directe sur la marche des événements est à coup sûr modeste. Mais il serait déplorable que nous nous résignions, ne fût-ce qu'en pensée, à la fatalité d'une course irrémédiable vers la dislocation et le chaos.